

# UTOPIES CONTEMPORAINES

## DE GRANDS PROJETS : POUR QUOI FAIRE?

« 2000 » a voulu faire réagir sur les grands aménagements et l'utopie cinq personnalités de tempéraments divers qu'elle a réunies à Paris, au siège de « Futuribles international » 52, rue des Saints-Pères pour une table ronde, suivie d'interviews. Ce sont ces interviews, recueillies par Jacqueline de Linarès et Dominique de Montvalon, que nous présentons ici.

André LICHNEROWICZ :  
Professeur au Collège de France

Le projet fondamental doit être celui de la régulation de l'humanité

A.L. D'un certain point de vue, les « grands projets » ont actuellement un côté de problématique du passé. Car le problème fondamental est, à mon avis, celui de la régulation volontaire et rationnelle de l'humanité. On ne peut plus en effet « laisser faire » sous peine d'aller à la catastrophe... Il ne s'agit même pas de savoir comment nourrir, en l'an 2000, 7 milliards d'hommes ; il s'agit déjà en fait de penser aux 14 milliards suivants ! Il suffirait de 25 ans pour cela ! Ce qui est donc clair, c'est qu'on ne peut extrapoler les courbes. Une croissance exponentielle, dans un monde fini, ça se casse la gu... ! Par conséquent, un certain type de « grands projets » relèvent de l'acte gratuit et parler ainsi, ce n'est pas faire du « catastrophisme » ou du millénarisme, mais prendre en compte la réalité. Ou bien l'homme s'engage dans des régulations volontaires, rationnelles et réfléchies et fait de cet effort son « grand projet » ; nous disposons alors de trente ans pour agir. Ou bien l'humanité subira ces régulations inévitables sous forme de catastrophes « naturelles ». Nous n'avons pas le choix : il s'agit maintenant de créer les conditions politico-techniques pour agir.

2000. L'effort ne dépasse-t-il pas déjà nos moyens ?

A.L. Cet effort n'est pas insurmontable, loin de là, pour les pays développés. Sacrifier cinq années de croissance et consacrer à la lutte

pour ces régulations 10 à 20 % environ du P.N.B. serait probablement suffisant. Ce n'est pas tellement « utopique », d'autant plus qu'il serait possible d'étaler cet effort sur 20 ans.

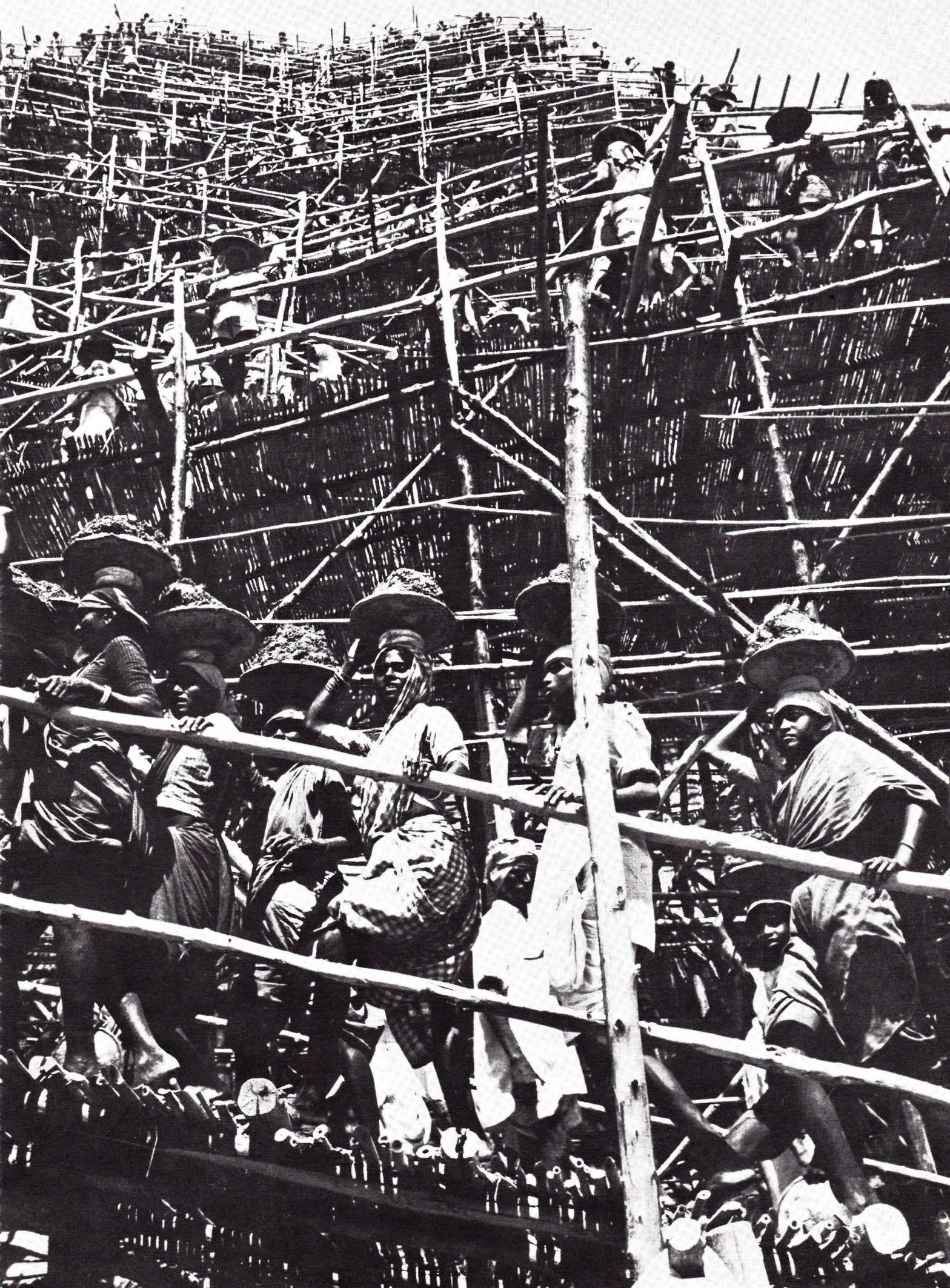
2000. Est-ce que cet effort fondamental, dont vous soulignez la nécessité, rend sans objet véritable, à vos yeux, les « grands projets » qui sont, soit en cours de réalisation, soit envisagés ?

A.L. Non, il y a, à la base, une utopie fondamentale, globale et qui ne doit pas rester longtemps utopique. Mais d'elle, on peut tout faire dériver. A côté de cette utopie fondamentale qui s'impose à nous, nous devons promouvoir des utopies intermédiaires comme, par exemple, celle des climats. Elles sont d'ailleurs probablement plus mobilisantes ; elles peuvent également être un moyen majeur de résoudre le problème que pose l'utopie fondamentale.

2000. Sommes-nous aujourd'hui suffisamment armés pour mesurer toutes les conséquences des utopies que nous promovons ?

A.L. La difficulté, c'est de bien annoncer ce que l'on fait. Le projet Concorde, qui est à peine de l'utopie, à peine du « grand projet », est, à cet égard, révélateur. Il relève de ces projets scientifiques qui sont moteur du futur mais qui, précisément parce qu'ils sont

Le barrage de Nagarjunasagar (Inde). Pour faire revivre 1 500 000 hectares arides en bordure du fleuve Krishna, dans l'Etat d'Andhra Pradesh, 45 000 ouvriers et ouvrières ont travaillé pendant quatorze ans à ce barrage terminé en 1969, transportant pierres et béton, montant vingt fois par jour des escaliers de cent vingt marches.



« créateurs de futur », préparent un futur qui est souvent contradictoire avec ce moteur même. Il s'agit donc d'être parfaitement honnête et de faire comprendre en quoi un « grand projet » est moteur du futur et en quoi aussi — c'est son caractère d'utopie — il est un choix arbitraire visant à incarner un futur qui n'existe pas... Créer une mer intérieure au Sahara, voilà un type de « grand projet » magnifique, du point de vue strict de l'imagination de l'homme, de la poésie, de la technique. C'est d'ailleurs faisable techniquement. Mais savoir quelles sont les retombées réelles de projets de ce genre, s'ils ne provoqueraient pas d'« éco-catastrophes » inadmissibles, je crois que personne ne peut le dire. Voilà pour quoi bien des « grands projets » s'apparentent à de gigantesques « poèmes-objets » irresponsables. Ils ont un caractère totalement volontariste : on finit par dépenser beaucoup d'argent pour « faire » sans consacrer la fraction suffisante pour savoir comment éviter les principaux inconvénients du « faire ». Prenons l'exemple de l'action sur les climats : voilà, semble-t-il, une utopie relativement intéressante. Mais l'action sur les climats a, dans le domaine de la biosphère, des conséquences que la science n'est pas capable de dominer. En fait de « grands projets », le plus important aujourd'hui pourrait être justement de chercher à en savoir beaucoup plus en écologie !

Pierre MASSE :

### Le premier problème à considérer est celui du tiers-monde

P.M. Une utopie n'a, me semble-t-il, de valeur motrice qu'à deux conditions : la première, c'est qu'elle ait une valeur éthique ; la seconde, c'est qu'elle ait une certaine crédibilité. Il faut la conjonction de la valeur et de la crédibilité pour qu'une utopie représente quelque chose de fécond.

### 2000. Comment se situe, selon vous, la prospective par rapport à l'utopie ?

P.M. La prospective est une attitude et une recherche ; l'utopie est un élément ou un résultat de cette attitude et de cette recherche. Les deux notions se situent dans des domaines connexes mais différents... La prospective n'est pas une image du futur ayant de la valeur ou de la crédibilité. On peut très bien concevoir qu'une des manières de développer la prospective soit de formuler

des utopies — des utopies qui feraient partie d'une exploration prospective de l'avenir...

### 2000. Quelles vous paraissent être les grandes actions nécessaires au progrès et à la survie de l'humanité ?

P.M. Je crois qu'avant de parler de tels grands aménagements, il faut voir les périls qui nous menacent. Les grands aménagements devraient être conçus, en effet, de manière à ce que chacun d'entre eux amène une solution partielle de ces périls. Or, je crois qu'il y a aujourd'hui deux problèmes plus importants et plus urgents que d'autres : le premier, c'est celui du développement de l'espèce humaine, qu'on appelle le problème du tiers-monde, en rassemblant sous un vocable unique des peuples qui ont des vocations et des destins très différents. Il ne paraît pas douteux que nous irons à de très grands périls si la situation du tiers-monde n'est pas améliorée de façon relativement décisive. La contribution moyenne des nations industrialisées représente actuellement, par exemple, en revenus du travail et du capital, la contrevalet de trois jours par semaine : il faut prendre, comme objectif prochain, de porter ces trois jours à une semaine. Les pays pauvres, de leur côté, ne s'en tireront pas s'ils n'arrivent pas — entre autres — à instituer un certain contrôle des naissances, car le progrès économique est « mangé » par l'expansion démographique. Cela dit, il est peut-être un peu tôt, à mon avis, pour que les utopies puissent rendre de grands services au tiers-monde : il faut en effet que ces pays aient d'abord franchi la première étape de leur développement en créant un tissu humain composé d'êtres instruits et responsables ; sinon, on risque d'arriver à une « économie dualiste », avec une partie très moderne et une partie très retardataire... Le second problème très important, c'est celui de l'environnement ou de la pollution. On est parti sur l'idée de croissance : on voulait la croissance pour la croissance ! Puis les contestataires sont venus et maintenant, il y a un mythe — est-ce une utopie ? — c'est : croissance zéro ! Je sais que la nature humaine ne s'enflamme pas pour des objectifs moyens et passe soudainement d'un extrême à l'autre. Je crois cependant que la croissance reste nécessaire pour un bon bout de temps, notamment à cause des problèmes du tiers-monde. Il est bien vrai, en sens inverse, qu'il est impensable que la croissance se poursuive

pendant 50 à 60 ans au taux actuel car on aboutirait à des conséquences inadmissibles. Il y a, dans cette perspective, un problème à étudier (ce serait une étude prospective intéressante !) : il s'agirait de se demander quel est le facteur qui, le premier, exercera une action modératrice ? Est-ce l'épuisement des ressources naturelles ? le problème de l'oxygène dans la biosphère ? celui des déchets que nous produisons et qu'on ne résorbe pas ? ou le désir des hommes de mieux équilibrer loisirs et travail ?... Il faut trouver un équilibre — mobile — entre des considérations antagonistes. Le Plan, de ce point de vue, est un excellent instrument de discussion, mais il faut qu'il laisse une large part aux initiatives (sans que cette part enlève toute valeur aux lignes générales qu'il a tracées). Mais d'abord, il faudrait réconcilier la Nation avec le Plan. Peut-être pourrait-on envisager un « Plan de législation », (ce serait le moyen de mettre une certaine passion politique au service du Plan), en distinguant les conflits sur l'essentiel des conflits sur l'accessoire : un Plan de cinq ans devrait être un armistice sur l'essentiel. C'est peut-être une utopie, mais ce n'est pas une utopie irénique car elle laisse sa place au conflit.

Jean PRONTEAU :

Directeur de la Revue :  
« L'homme et la société »

### Il faut échapper à une vision projective du passé

J.P. Je crois que l'inconvénient de tous les calculs dits prospectifs, c'est qu'ils sont une prolongation à la fois linéaire et exponentielle d'un certain nombre de données. On ne « projette » que ce que nous avons : on fait une dérivée du présent au lieu d'en faire, au sens exact, une « dérouté ». La question n'est pas, par exemple, de savoir ce que les grands projets d'aménagement du territoire pourront entraîner comme changements sociaux, mais exactement l'inverse : qu'est-ce que les grands bouleversements sociaux et politiques, d'ici à l'an 2000, amèneront à ces projets d'aménagement du territoire ? Il s'agit d'échapper à une vision projective du passé : on augmente seulement les quantités ; on ne modifie rien, ou à peu près, des situations acquises ! Je ne suis pas certain au fond

que les « grands projets » représentent, pour l'instant, autre chose qu'une sorte de compensation face à l'angoisse qui naît de ce monde productiviste, face aussi — en ce qui me concerne — à l'angoisse des contradictions qui naissent du déroulement du processus social ; on va au-delà encore de l'ancien mythe du progrès et on dit : on va tout aménager ! Mais, si on veut tout aménager et que la situation historico-politique reste la même, cela veut dire qu'on va à nouveau faire des emprises sur le territoire des autres ! C'est un nouveau chant de l'impérialisme !

**2000. Les « grands projets » n'ont-ils quand même pas pour but — direct ou indirect — de nourrir les 6 à 7 milliards d'êtres humains de l'an 2000 ?**

J.P. C'est vrai qu'il y a des tendances « lourdes » sur lesquelles nous ne pouvons probablement pas intervenir et que nous devons par conséquent prendre en compte à long terme...

Cela dit, il faut être prudent. L'urbanisation nous apparaissait comme un exemple de ces tendances « lourdes ». Depuis le début de la société industrielle, croissance économique et urbanisation allaient de pair. Or, en Chine, on assiste, depuis environ 7 à 8 ans, et malgré la croissance économique, à une désurbanisation indéniable. Il s'agit évidemment d'un projet extraordinairement volontariste.

**2000. Où faire alors porter l'effort pour privilégier les chances du hasard ?**

J.P. Je ne suis pas familier avec cette notion de hasard... Si nous raisonnons sur le présent immédiat (et quelle que soit la société dans laquelle nous sommes), nous ne pouvons pas nous dégager entièrement du passé : nous sommes effectivement liés par le nombre, la démographie, la science, à ce qui est derrière nous. Mais nous sommes aussi liés à ce qui est devant nous et c'est, je crois, sur ce point-là que nous devons nous interroger : qu'est-ce qui se trouve devant nous comme « possibles » ? Si nous avons devant nous des « possibles », cela signifie qu'ils sont latents dans le présent et qu'une certaine forme d'intervention n'est pas complètement inutile. Il y a, de ce point de vue, deux attitudes : la première, c'est l'attitude de pensée propre

à un système de valeur qui, pour des raisons historiques, privilégie les forces productives. La question est de savoir si, en les privilégiant, nous ne faisons pas que reproduire, en la rendant de plus en plus encrassée et de moins en moins vivable, une société qui réduit l'homme à être son propre objet au lieu d'être son sujet historique. Si, au contraire, on s'interroge non plus sur les percements d'isthmes, sur les nouvelles techniques, etc., mais sur les relations sociales entre les hommes, on s'aperçoit que les formes des rapports sociaux sont devenues sinon complètement inadéquates, en tout cas refusées implicitement par beaucoup de gens et ouvertement par de nombreux jeunes en Occident, car la vie n'est pas faite qu'à seule fin de satisfaire un système industriel. Elles sont également refusées et combattues, y compris par la violence la plus légitime, dans les deux tiers du monde qu'on appelle le tiers-monde et qui ne supporte plus l'exploitation et la domination découlant de ce même système.

**2000. Dans l'expérimentation et la recherche, la priorité doit donc être accordée, selon vous, à l'analyse des véritables rapports sociaux en train de s'instaurer ?**

J.P. Oui. En effet, si les grands facteurs sociaux qui, aujourd'hui (indépendamment de la bonne volonté et de l'intelligence des hommes en question), n'apparaissent que comme « objets » dans la plupart des « grands projets », y entraînent comme « sujets », tout en serait modifié, à commencer par les questions mêmes que nous nous posons.

**Pierre SCHAEFFER :**

Directeur du service de la Recherche de l'ORTF

**C'est l'utopie qui fait marcher la machine**

P.S. Le mot « utopie » n'est grec que d'apparence. Il est de Thomas More, décapité pour subversion. Il signifie littéralement « le pays qui n'existe pas », le « non lieu ». Sur cette inexistence, que de possibles imaginaires : prenez vos désirs pour des réalités ! Il est amusant qu'en quelques siècles, on ait oublié sa rude étymologie, qu'on assigne à ce mot, parfaitement équivoque, une orbite voisine de celle d'idéologie... C'est que l'idéologie reste abstraite, générale, tandis que l'utopie, fidèle à son lieu-nul, persiste à décrire le concret, un « autre monde »

que préfèrent toujours les hommes en mal du leur. D'éternel, dans l'espoir religieux, il est devenu temporel, par exemple, dans la foi marxiste. Dans la perspective historique, la promesse est celle d'une assumption de la société par elle-même, lorsque l'Etat maudit, détruit, retournera aux ténèbres. Dans la perspective moderniste, quelle qu'en soit l'idéologie, l'utopie est la même, celle du progrès indéfini, du bonheur technologique, de la terre promise. A moins que, bousculant les délais, on réclame aussitôt : paradise now ! N'aie-je pas ainsi énuméré tout ce qui, plus ou moins, et sous diverses étiquettes, hante les méninges de cet hurluberlu qui se prétend homo sapiens, et les plannings de ces tribus sauvages qui se prétendent les nations civilisées ?

**2000. Quels sont les rapports qui s'établissent, selon vous, entre utopie et prospective ?**

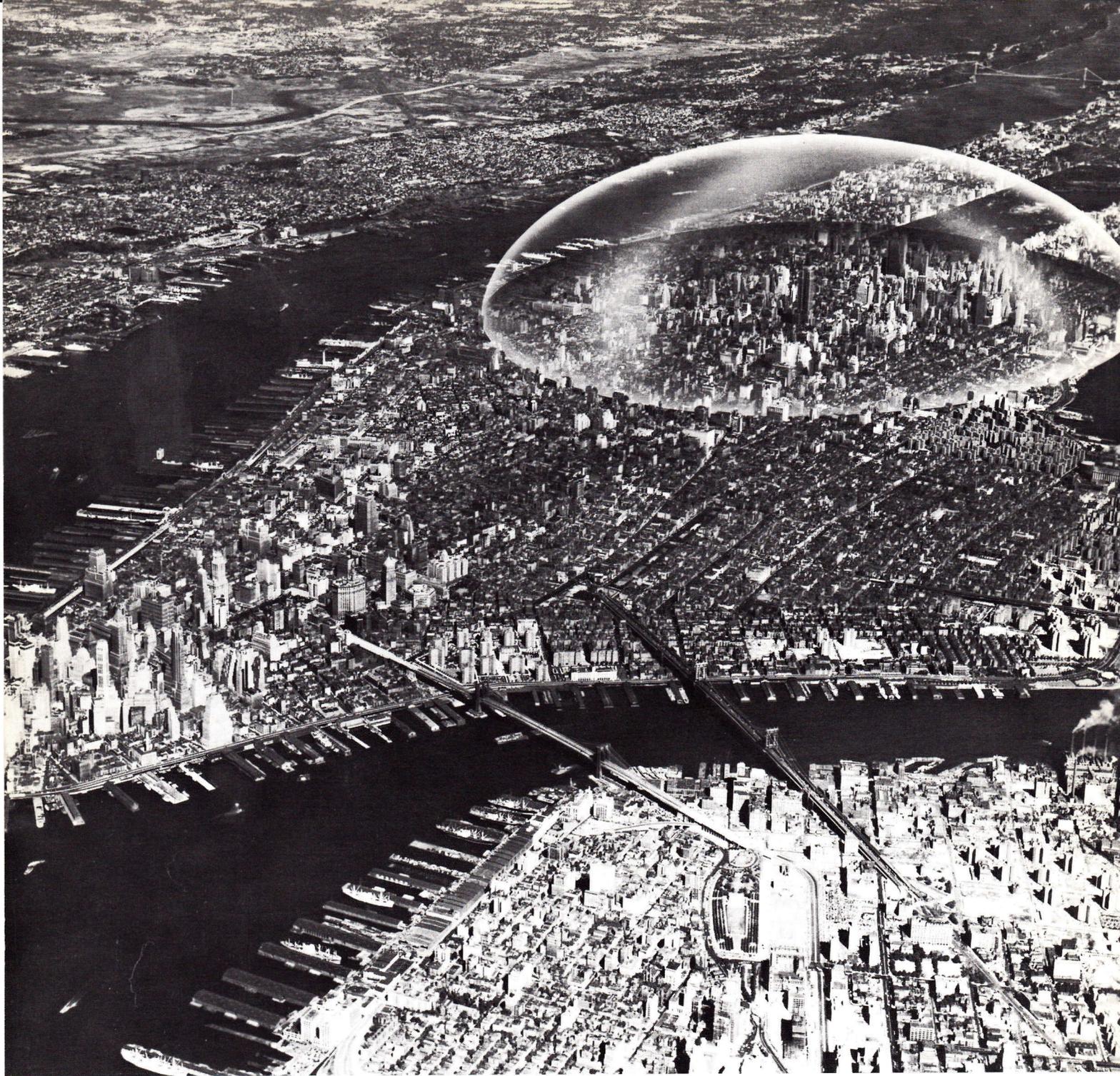
P.S. La prospective est généralement une technique de l'utopie. Elle consiste à armer les explorateurs du pays-qui-n'existe-pas. Pour être moins symbolique, je dirai qu'il y a, en général, plusieurs « options », non seulement implicites mais souvent inconscientes, qui fondent la prospective et la rendent alléchante. Dans ce cas, la prospective devient la « représentation » (dite scientifique) de l'utopie.

**2000. Quelles « options » ?**

P.S. D'abord, un tri des domaines. On peut distinguer l'énergie, l'agriculture, épiloguer sur les échanges économiques et même sur la démographie. Mais comment intégrer le social et le politique (quoique ornés par ailleurs du vocable de « sciences humaines ») ? Ensuite un tri des données et leur extrapolation sélective, selon diverses hypothèses. Enfin, une incapacité de combiner, non seulement l'inconnaissable destin humain, mais les données précédentes qui ignorent superbement leurs incidentes mutuelles. On peut dire alors que la prospective n'est que la projection du passé dans l'avenir mais jamais l'imagination de l'avenir.

**2000. Quelles vous paraissent être les grandes actions nécessaires à la survie et au progrès de l'humanité — ou, tout au moins, dans quelles directions faut-il aller ?**

P.S. J'aimerais pouvoir ne pas me dérober à une telle question, mais il me faut tout d'abord,



Projet de Buckminster Fuller  
pour la ville de New York.

pour les raisons précédentes,  
dire qu'elle est elle-même utopique.  
La poser, c'est dire que l'homme  
ou les hommes (qui ? quand ? où ?)  
sont capables de prendre en main  
leur destin. Justement, il y a sans doute  
quelques réponses de bon sens  
à offrir, toutes dans le sens  
d'une offensive écologique.  
Mais la vraie question  
est de se demander comment  
et par qui seraient appliquées  
des propositions qui se heurteront  
au refus et à la confusion de Babel.  
Disons qu'il y a un type de réponses  
qui s'apparente  
aux « grandes actions »,  
du genre irrigation des déserts  
ou énergie nucléaire.  
Il se peut que seules  
les « petites actions » soient salvatrices.  
Tout ce qui est présenté en général  
dans la logique du système

ne peut que prolonger le malade,  
en compromettant définitivement  
l'avenir. Par « petites actions »,  
je songe à Ivan Illich  
et à sa « contre-utopie ».

**2000. Les grands changements sociaux,  
d'ici l'an 2000,  
sont-ils, à votre avis,  
de nature à modifier  
les grands projets  
d'aménagement ou de développement ?**

P.S. Cette question, je l'inverserai.  
Je ne crois pas que les changements  
sociaux vont prédéterminer  
les grands projets.  
C'est la situation matérielle  
quasi irréversible de l'ensemble —  
sur-consommation des uns,  
sous-consommation des autres —  
qui va placer,  
dans les quelques années qui viennent,

les sociétés dans des positions extrêmement disparates, provoquant des crises sociales. Les grands aménagements sont étrangement lointains de cette réelle situation politique de la planète.

### 2000. Peut-on réaliser des expérimentations sociales sans les isoler du contexte social actuel ?

P.S. Evidemment non, encore que votre enquête soit un exemple typique de cette « isolation ». D'ailleurs votre question, dans sa candeur naïve, dissimule des abîmes. Qui est cet « on » qui va réaliser des expérimentations sociales, et sur qui ? D'autre part, qui peut, même s'il le veut, s'isoler du contexte social ? Vous « parlez utopie »...

### 2000. Vous êtes pessimiste ?

P.S. Non, je suis moi-même utopique. Je voudrais que l'homme soit réaliste. Il nous faut donc plutôt admettre que, d'utopie en utopie, l'homme, dans le meilleur des cas, orbite autour d'un centre de réalité qui le repousse. Paraphrasons : l'homme a horreur du plein.

### 2000. Que serait, selon vous, la réalité ?

P.S. Celle de la survie et non du bonheur. Les conditions en sont bien connues désormais. Trente ans pour stopper la démographie, l'expansion économique et équilibrer le niveau de vie des sur et des sous-développés. Il n'y a rien d'infaisable dans ce programme, sauf qu'il s'oppose à tout le conditionnement social, à toutes les tendances économiques, à toutes les politiques nationales réunies. « On n'arrête pas le progrès », grasseye le dignitaire. En effet on n'arrête pas la mort... Je trouve le monde actuel bien comme ça, à condition de ne pas demander davantage à la Terre, mais bien davantage aux hommes de mauvaise volonté. C'est là mon utopie. Je ne suis pas pessimiste. C'est la société qui est suicidaire.

### Philippe VIANNAY :

Vice-président du Centre de formation des Journalistes

### Nos sociétés doivent se donner les moyens de l'innovation

P.V. La société française se trouve confrontée, comme toutes les autres sociétés développées, au processus

de l'augmentation du nombre et de la diversité des structures économique-sociales, la complexité croissante de ces structures nécessitant des connexions multiples. Comme toutes les sociétés également, mais plus encore que certaines, la société française tend à conserver et à développer les structures anciennes, même périmées, en même temps qu'elle en crée de nouvelles... Il résulte de ce double mouvement une situation de plus en plus enchevêtrée, un réseau de plus en plus dense, où la liberté collective et les autonomies individuelles — qui peuvent paraître aujourd'hui encore la valeur essentielle et qui conditionnent le devenir même des sociétés humaines — arrivent difficilement à se frayer un chemin... La capacité — même élémentaire — qu'a l'individu de s'autodéterminer et d'inventer peut sembler aujourd'hui réduite comme une peau de chagrin puisque chacun se ressent de plus en plus enfermé dans des déterminismes de production, des contraintes administratives ou des a priori culturels : canons moraux, archétypes littéraires, terrorisme des cuistres, habitudes mentales reconduites. La société française a, en particulier, dangereusement laissé se dégrader sa puissance de recherche et d'innovation, en même temps que sa capacité de maintenir son identité en dominant l'évolution où elle est entraînée. Les diverses matrices de la création y sont stérilisées tandis que la reconduction triomphe...

### 2000. Comment en sortir ?

P.V. La première issue, c'est la préparation des individus à la compréhension des déterminismes, ou des pseudo-déterminismes qui les enferment. Le sentiment d'oppression résulte souvent de la simple incapacité de comprendre les décisions et les mécanismes qui nous gouvernent, et, a fortiori, de l'incapacité d'y intervenir. Si l'on admet que, bien plus que le contenu des connaissances, ce sont les pratiques (des langages essentiels (langage conceptuel, langage mathématique, langage sensible) qui donnent les clés du monde, tout l'effort de l'école et du perfectionnement doit se porter sur la communication de ces langages et sur l'entraînement à les utiliser. En ce sens, la réforme en cours des mathématiques, la réforme du français, la réforme souhaitée de la formation à la connaissance sensible, sont des actes fondamentaux mais dont les effets risquent de se faire attendre — du moins à une dimension de masse.

### 2000. Les individus, quelles que soient leurs armes mentales, ont-ils la possibilité de créer seuls leurs zones d'autonomie ?

P.V. Seul, un surhomme le pourrait. Tel Samson écartant les colonnes du Temple. L'issue paraît être la critique constructive permanente et, mieux, l'imagination dotée d'un pouvoir, ce que l'on pourrait appeler aussi la subversion pour la société. On ne peut se borner à espérer dans le politique, dont la tâche essentielle est de nommer le présent, rarement de déchiffrer le futur encore illisible. On ne peut non plus se limiter — on l'a dit — à l'action individuelle ou au concours de quelques isolés, car les résistances rendent nécessaires, si on veut les vaincre, des forces initiales importantes de rupture.

C'est à la collectivité nationale elle-même, ayant pris conscience de ses risques d'enlèvement, de se donner les moyens de sa propre remise en question et de la création de son futur. L'imagination dotée d'un pouvoir, cela signifie la possibilité d'expérimentation sociale, avec droit à l'erreur et à l'échec. De nouvelles manières d'habiter, de circuler, d'organiser les temps du travail ou des loisirs, d'enseigner aux enfants et aux adultes, ne peuvent être testées en ne jouant que sur les ouvertures présentes du marché. Un acte volontaire doit être posé et un temps d'essai être consenti durant lequel l'analyse permet des premiers jugements et l'appréciation de la valeur d'avenir de l'acte considéré.

De telles démarches ne seraient pas anti-économiques, bien au contraire ; la création de nouveaux modes et de nouveaux objets sociaux peut à la fois permettre de lever des impasses, engendrer des réductions de coût, susciter de nouveaux marchés. Elles peuvent ne pas apparaître onéreuses si on les compare aux sommes considérables investies pour la simple reconduction des modèles existants et aux gaspillages que ces reconductions entraînent. Les sociétés ont su jadis se donner une magistrature pour se protéger contre elles-mêmes quand il s'agissait de défendre à la fois le sens profond d'une civilisation et les libertés individuelles. Aujourd'hui, elles doivent se donner les moyens de l'innovation, même si celle-ci contrarie tels ou tels impératifs temporaires. Il s'agit, en somme, de créer à notre époque des foyers qui aient le rayonnement qu'eurent, en d'autres temps, des monastères comme ceux de Cluny.